



UN Summit on Sustainable Development

Interactive Dialogue on “Building effective, accountable and inclusive institutions to achieve sustainable development”

New York, 27 September 2015, 10:00-13:00
UN Headquarters, Trusteeship Council Chamber

*Mesdames et Messieurs les Présidents,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Lutter contre la pauvreté ne signifie pas seulement veiller à ce que chacune et chacun dispose d'un revenu, mange à sa faim ou ait accès à une éducation de qualité. Promouvoir le développement durable ne signifie pas seulement développer un modèle de croissance qui respecte les limites de la planète. Lutter contre la pauvreté implique aussi de réduire l'insécurité, l'absence de droits, la discrimination et l'arbitraire. Car la crainte et l'impuissance sont aussi le lot des plus démunis.

La Suisse s'est fortement engagée pour que la communauté internationale prenne cette dimension en compte. Nous avons plaidé pour qu'un des objectifs de l'Agenda 2030 soit dédié à la bonne gouvernance, à l'accès à la justice et à la réduction de la violence.

La Suisse est un petit pays qui bénéficie d'une grande tradition démocratique. Le gouvernement, les institutions judiciaires, le Parlement et le peuple suisses sont garants, chacun à son niveau, de la tradition démocratique de la Suisse.

Bien évidemment, les citoyens et citoyennes constituent la pierre angulaire de toute démocratie. En Suisse, le peuple a des droits particulièrement étendus. Il participe à l'élaboration de politiques par l'intermédiaire des délégués qu'il élit au parlement. Il a aussi un pouvoir de décision, qu'il exerce notamment par référendum. Etre citoyen vient aussi avec des responsabilités : celle de payer des impôts par exemple.

Dans tout système démocratique, les citoyens doivent pouvoir demander des comptes à leurs institutions. Cette notion de «redevabilité» (*«accountability» en anglais*) est la clé de la confiance entre le peuple et son gouvernement. Pour assurer la redevabilité, les principes de transparence et de participation sont fondamentaux. Le citoyen paie ses impôts car il en voit les résultats et a son mot à dire sur son utilisation.

Nous avons aussi besoin de règles de jeu pour assurer un bon fonctionnement entre tous les acteurs, à tous les niveaux. Parmi ces règles, la constitution joue un rôle central. Elle est le fondement de l'État de droit et de la démocratie. Elle garantit la liberté et la stabilité.

Mais il a quelque chose de plus important encore que les institutions et les règles: notre culture politique. Cette culture politique ne va pas de soi et

surtout elle n'est pas immuable. Il faut y travailler, échanger, discuter, convaincre, y retravailler...

La Suisse s'efforcera de mettre en œuvre l'agenda 2030 au cours des quinze prochaines années. Elle œuvrera pour un monde démocratique et stable, où les libertés fondamentales de chacun et chacune sont respectées et où le dialogue, l'écoute et l'échange constituent la règle. La Suisse continuera à soutenir la décentralisation et la lutte contre les abus de pouvoirs. Elle encouragera la participation active des citoyennes et citoyens à la vie politique. Ceci, afin de garantir à chaque femme et chaque homme, en particulier aux plus pauvres et aux plus démunis, l'exercice plein et entier de leurs droits, et pour contribuer à un monde meilleur et plus juste.

Je vous remercie.